



Bagnolet, le 06 septembre 2007

**Aux Secrétaires généraux des UR**  
**Aux Secrétaires généraux des UD**  
**Aux Secrétaires généraux des OSA**  
**Aux Responsables des Pôles et des Fédérations**  
**Aux Secrétaires nationaux**  
**Aux Conseillers nationaux et chargés de mission**

**Note du Secteur Formation tout au long de la vie n°1 : JCT 06-09-07**

*Diffusion par mail aux structures disposant d'une adresse Internet, par courrier aux autres.  
Document disponible sur le site extranet <http://extranet.unsa.org/identification.html>, rubrique  
Formation professionnelle.*

**Objet : Rapport du Sénat sur la formation professionnelle**

**Suivi du dossier :**

Jean Claude TRICOCHÉ

Tél. 01 48 18 88 77

Mail : [tricoche@unsa.org](mailto:tricoche@unsa.org)

## **Pour l'UNSA, le Sénat apporte une contribution déterminante à la refondation de la formation professionnelle**

Le 11 juillet 2007, le rapport du Sénat « Formation professionnelle : le droit de savoir » a été rendu public. Ce rapport, élaboré par une mission commune d'information composée de 27 sénateurs représentant les divers groupes politiques, a nécessité 6 mois de travaux et près d'une centaine d'auditions.

Auditionnée par la commission sénatoriale le 11 avril 2007 (1), l'UNSA a formulé des propositions de réforme à partir des mandats adoptés par le Congrès de mars 2005, le Bureau National de janvier 2006 et le Conseil National de septembre 2006. Nombre de nos revendications sont reprises dans le rapport.

### **Un diagnostic partagé par l'UNSA**

Pour les sénateurs, le système de formation professionnelle est marqué par *trois maux* : la complexité, les cloisonnements et les corporatismes. La formation professionnelle souffre d'une sédimentation de dispositifs, d'une segmentation excessive des structures de formation, d'une conception trop tayloriste de la spécialisation des âges, des diplômes et du travail.

Avec d'autres termes, l'UNSA formule un constat similaire sur la formation des salariés qui repose sur un dispositif de collecte des contributions des employeurs centré sur les branches ne favorisant ni l'articulation entre branche et territoire, ni l'interprofessionnel et encore moins le conseil aux salariés.

Englué dans la gestion, le paritarisme ne contribue pas à évaluer la pertinence ni l'efficacité des actions de formation.

Le Sénat note que *la dépense intérieure d'éducation s'établit à 118 milliards d'euros en 2005, soit 7% du PIB, que la formation professionnelle continue et l'apprentissage ont drainé 24 milliards d'euros en 2004 et que la dépense est en constante progression*, pour des résultats décevants que le rapport illustre par quelques constats :

- *un enfant d'ouvrier a 4 fois plus de risque de sortir du système scolaire sans diplôme qu'un enfant de cadre et 17 fois moins de chance d'entrer dans une grande école qu'un fils d'enseignant ou de cadre supérieur ;*

- *le taux d'accès à la formation professionnelle continue est de 23,4% pour les titulaires d'un CAP ou d'un BEP et de 44,3% pour les diplômés de l'enseignement supérieur ;*

- *le taux de départ en formation dans les très petites entreprises est de 12%, contre plus de 40% pour l'ensemble des entreprises. L'effort moyen de formation par salarié représente 791€ dans les entreprises de 10 salariés et plus, contre 74€ dans les entreprises de moins de 10 salariés.*

Le constat de la mission sénatoriale rejoint celui déjà formulé par les multiples rapports publiés depuis le livre blanc de la Secrétaire d'Etat Nicole Péry en 1999 : *ceux qui ont le plus besoin de formation en bénéficient le moins.*

C'est bien parce l'UNSA fait depuis des années le constat que le système arrose les terres humides, laissant de côté plus de 5 millions de salariés sans qualification et près de deux millions en situation d'illettrisme que nous militons pour une profonde réforme du dispositif de formation professionnelle.

### **Des propositions de l'UNSA reprise par le Sénat**

Dans le rapport, les sénateurs formulent une série de propositions autour de *trois remèdes : la personne, les partenariats et la proximité*. Elles visent à mettre *un peu de simplicité dans un océan de complexité : passer d'une logique de dépense à une logique d'investissement et de résultat, répondre aux besoins de la personne, de l'économie et de l'aménagement du territoire.*

Initialement, le travail de la mission concernait la formation professionnelle continue. La nécessaire articulation entre formation initiale et formation continue a conduit les sénateurs sur le terrain de l'éducation. Mais le rapport aborde la formation initiale de façon tangentielle par la formation professionnelle.

Certaines propositions pourraient *renforcer l'attractivité de l'enseignement professionnel* notamment en proposant le développement de l'alternance sous statut scolaire, l'institution d'un *statut du lycéen professionnel* et la rémunération des stages en entreprise. D'autres pourraient favoriser l'engagement de l'Education nationale dans la formation continue en *dotant les GRETA d'un statut juridique et d'un conseil d'administration autonome.*

L'essentiel du rapport concerne la formation continue, et nombre de propositions du Sénat reprennent des revendications de l'UNSA exposées devant la mission sénatoriale lors de notre audition.

#### ***Contrat d'insertion en alternance***

Le rapport propose de *simplifier les outils pour optimiser les capacités d'accueil en entreprise et en centre de formation* en regroupant le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation. Pour cela les sénateurs reprennent la suggestion de l'UNSA d'un *contrat d'insertion en alternance*, permettant de décliner le volet formation et le volet insertion en fonction des besoins des jeunes concernés.

Ce cadre unique contribuerait à simplifier le système de financement de l'apprentissage dont le rapport souligne la complexité en reprenant in extenso le schéma de l'UNSA publié dans Form Prof n° 49 d'avril 2006.

### ***Compte d'épargne formation et DIF transférable***

Proposition centrale de la mission sénatoriale : la création d'un *compte épargne formation* reprend là aussi une revendication portée par l'UNSA dès 1997 : *la constitution, pour chaque actif, d'une «épargne temps - formation* (texte voté au Conseil National de janvier 1999).

Le Sénat propose de rendre le DIF, renommé *droit indispensable à la formation*, transférable et d'en faire le *pivot de la mise en place d'une épargne formation destinée à accompagner la personne tout au long de la vie*. Le rapport précise qu'ainsi le DIF serait *détaché du contrat de travail pour être attaché véritablement à la personne du salarié*.

Cette piste d'un droit à la formation attaché aux individus a été retenue par le Conseil National de l'UNSA de septembre 2006 pour sécuriser les parcours professionnels, sous la forme d'un compte individuel de temps de formation (CITF) géré par un dispositif de mutualisation, permettant la transférabilité du temps capitalisé en cas de mobilité externe à l'entreprise.

### ***Fusion ANPE - UNEDIC***

La mission sénatoriale invite à fusionner l'ANPE et l'UNEDIC pour favoriser *une logique de guichets uniques permettant d'améliorer le service rendu aux personnes et, partant, les conditions d'accès à la formation*.

Rappelons que dans le mandat *Pour un Service public de l'emploi rénové et unifié au service des demandeurs d'emploi*, voté au Conseil National de juin 2006, l'UNSA s'est prononcée pour une fusion ANPE, UNEDIC, APEC pour que *le demandeur d'emploi soit au centre du dispositif dans le cadre d'un guichet unique*.

### ***Regroupement des OPCA***

Les sénateurs proposent de réduire le nombre d'organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) pour la collecte de fonds de la formation professionnelle *en portant par la voie réglementaire le plancher de collecte de 15 millions à 50 millions d'euros*, ainsi que de *rendre obligatoire la fonction de conseil, d'ingénierie et d'accompagnement exercée par les OPCA*.

Cela va dans le sens de notre demande d'un meilleur accompagnement des personnes dans leur parcours de formation.

D'autre part, le rapport considère positivement notre proposition de renforcer les fonds interprofessionnels gérés au niveau régional en confiant aux FONGECIF la collecte des fonds CIF, DIF et professionnalisation.

Reprenant une des pistes tracées par l'UNSA, le rapport propose *l'abondement du compte d'épargne formation par un fonds régional ad hoc qui peut être un OPCA interprofessionnel*.

### ***Financement du paritarisme***

Abordant la question délicate du financement du paritarisme, le Sénat propose *de mettre en place un financement alternatif à celui procuré par la formation professionnelle* afin que les réformes concernant la formation *ne soient pas systématiquement rejetées, parfois pour de mauvaises raisons*.

Pour ce faire, le rapport reprend la piste avancée par l'UNSA de ne plus financer au niveau national le paritarisme sur les fonds de la formation des salariés par le biais du FONGEFOR, mais d'avoir recours au budget de l'Etat pour un financement plus transparent des organisations syndicales et patronales.

## ***Gouvernance et évolution de la formation***

Parmi les autres propositions sénatoriales qui font notre accord, notons :

- Le renforcement de la coordination de la politique de l'Etat en plaçant *sous l'autorité du Premier ministre, un secrétariat d'Etat ou un haut commissaire chargé de coordonner l'action des administrations compétentes en matière de formation professionnelle initiale et continue* (sept ministères concernés).

- La mise en place d'une véritable stratégie globale de formation professionnelle au niveau régional, notamment *en donnant au PRDF une valeur prescriptive, de sorte que ses signataires soient engagés par leur signature, chacun dans leur champ de compétences.*

Le PRDF doit être *préparé et décliné dans le cadre d'un dialogue social régional organisé.*

- La création d'une *autorité indépendante chargée de l'évolution et de la régulation de la formation professionnelle* et la *participation des universitaires à l'ensemble des travaux d'évaluation.*

### **L'UNSA opposée à la suppression de l'obligation de financer le plan**

Pour l'essentiel, les propositions contenues dans le rapport de la mission sénatoriale vont dans le sens des revendications de l'UNSA, néanmoins nous avons un désaccord profond avec la proposition consistant à *supprimer l'obligation de 0,9%, correspondant au financement du plan de formation.*

Pour les sénateurs deux raisons justifient cette suppression :

- l'obligation légale de financer la formation est une *obligation de payer* pour les entreprises qui n'induit pas forcément *l'obligation de former* ;
- limiter *la charge incombant aux entreprises du fait du DIF transférable.*

L'UNSA, comme les autres organisations syndicales et certaines organisations d'employeurs est opposée à cette suppression. Nous ne voyons pas en quoi la suppression de l'obligation de payer conduirait les employeurs à plus d'appétence à former leurs salariés. D'autre part, la constitution de l'épargne formation intégrant le DIF n'a pas vocation à financer les formations à l'initiative de l'employeur.

Enfin, l'UNSA regrette que le rapport ne fasse pas assez émerger la priorité que constitue la formation des personnes les moins qualifiées, dans l'emploi ou en recherche d'emploi.

Malgré quelques réserves, l'UNSA considère que pour l'essentiel les propositions de la mission du Sénat constituent une contribution déterminante pour refonder notre système de formation professionnelle (2). Faut-il encore que les acteurs concernés et particulièrement le gouvernement aient le courage d'engager cette refondation.

Bien cordialement,

**Jean Claude TRICOCHÉ**  
**Secrétaire national**

L'intégralité du rapport et des auditions est consultable sur <http://www.senat.fr/themes/tr24.html>

(1) Voir compte rendu dans UNSA-Infos n°382 du 17 avril 2007, Form Prof n° 60 de mai 2007, UNSA Magazine n° 98 de juin 2007.

(2) La mission du Sénat a adopté le rapport le 4 juillet 2007. La représentante du groupe communiste a voté contre tout en jugeant sa qualité incontestable. La représentante du groupe socialiste s'est abstenue en reconnaissant l'intérêt majeur du rapport.